AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA SCIENCES SOCIALES

RÉSULTAT DE RECHERCHES

N° 3-4/2018 - OCTOBRE 2018

30 ANS D'INRA SCIENCES SOCIALES

De la libéralisation des échanges au retour de protectionnismes ?

Les 30 dernières années ont été marquées par un vaste mouvement de libéralisation des échanges des produits agricoles, qui a fortement impacté les filières agricoles européennes et contraint l'Europe à adopter des réformes de la politique agricole commune. De nombreux travaux de recherches conduits dans le département des sciences sociales à l'INRA ont évalué les conséquences et les efficacités économiques et environnementales de ces accords et réformes ainsi que leur compatibilité. Plus récemment, les causes et conséquences des volatilités sur les marchés agricoles mondiaux ont motivé de nouvelles recherches, conduites avec des outils d'analyse toujours plus riches. Nous assistons depuis quelques années à un mouvement plus protectionniste. Inévitablement, les sciences économiques seront questionnées sur les conséquences et pertinences de ces récentes décisions. Les cadres d'analyse devront à l'avenir encore s'enrichir pour éclairer des débats publics toujours plus complexes.

En 1986, soit juste avant le début de la publication Inra Sciences Sociales (ISS), s'ouvrait un cycle de négociations internationales incluant pour la première fois le commerce de produits agricoles et agroalimentaires. Il s'est conclu en 1994 par la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les accords de Marrakech définissant des règles sur les échanges de produits agricoles et les soutiens domestiques à l'agriculture. Dans la même période, l'Europe adoptait une première réforme d'ampleur de sa politique agricole commune (PAC), en partie sous la pression de ces négociations internationales et pour des motifs internes budgétaires. La réforme dite MacSharry de 1992 a introduit le découplage caractérisé par une diminution des interventions directes sur les marchés et l'instauration de soutiens directs aux agriculteurs, de plus en plus conditionnés par des considérations environnementales.

De nombreux travaux de recherches conduits dans le département des sciences sociales à l'INRA ont évalué les conséquences et les efficacités économiques et environnementales de ces accords et réformes ainsi que leur compatibilité. Ils ont mobilisé des outils de modélisation macroéconomique alors originaux prenant en compte les principaux instruments des politiques agricoles ; les instruments traditionnels comme les droits de douane mais aussi les nouveaux comme les jachères et paiements directs. Ces résultats de recherches ont notamment contribué aux débats internationaux sur la nécessaire distinction entre les effets des politiques sur les volumes produits ou échangés et l'intensité de ces politiques, qu'elle soit mesurée à l'OMC par la mesure globale de soutien ou à l'OCDE par les equivalents subvention à la production (ESP). Depuis, ces derniers ont été renommés en equivalents soutien aux producteurs, illustrant la différence de concepts. Souvent centrés sur les principales activités agricoles européennes, ces travaux ont été complétés par des travaux plus spécifiques sur certains marchés (banane) ou d'autres grandes régions agricoles (pays d'Amérique, d'Asie).

Loin de s'essouffler, ces travaux ont au contraire été poursuivis au début des années 2000, en partie du fait des nouvelles négociations internationales du cycle de Doha. L'objectif de ce nouveau cycle reste la poursuite de la libéralisation des échanges, avec la volonté additionnelle de favoriser davantage les pays en développement, les précédents accords ayant surtout avantagé les pays développés. Les termes des négociations sont devenus beaucoup plus complexes, ce qui a contribué à l'absence d'accords 20 ans après. Notamment, les négociations sur les accès au marché ne se bornent plus aux classiques droits de douanes mais portent sur une multitude de mesures non tarifaires comme les quotas, les normes sanitaires ou techniques.

Edité par le Département Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement de l'Institut National de la Recherche Agronomique
Mission Publications : 4 allée Adolphe Bobierre - CS 61103 35011 Rennes Cedex
Directeur de la publication : Alban Thomas – Rédaction : Sophie Drogué (Rédactrice en chef)
Reproduction partielle autorisée avec mention de l'origine

Les impacts de ces instruments aux échanges sont nettement plus difficiles à identifier, ouvrant de nouveaux fronts de recherches toujours très actifs aujourd'hui. Les méthodologies ont fortement évolué, avec par exemple l'estimation économétrique de modèles gravitaires permettant d'identifier les différents déterminants des échanges ou encore le développement de modèles multisectoriels plus complets, voire globaux. Conduits en collaboration avec d'autres instituts comme le Cepii en France, les travaux du département SAE2 de l'INRA ont permis d'élargir les couvertures géographiques (pays développés/en développement) et sectorielles (agriculture, agroalimentaire, industrie, services) des analyses. Ainsi, les travaux français ont souligné les effets potentiellement négatifs de cette libéralisation sur les pays moins avancés, qui auraient alors perdu leurs préférences tarifaires. Les méthodologies ont aussi progressé pour prendre en compte les résultats des études économétriques identifiant les effets productifs du découplage des politiques agricoles. Des enrichissements ont aussi émergé pour analyser l'élargissement à l'est de l'Europe et les réformes successives de la PAC (1999/2003/2006) lors desquelles les secteurs laitier et sucrier, auparavant soumis à des systèmes élaborés de contrôle de l'offre, ont été intégrés au principe du découplage. L'INRA a été très mobilisé pour étudier les périodes de transition en vue de définir des atterrissages en douceur.

Alors que les prix réels agricoles mondiaux diminuaient globalement et de manière assez régulière depuis le début des années 1980, nous avons assisté au milieu des années 2000 à une forte augmentation de nombre d'entre eux. Depuis, ces prix sont devenus nettement plus volatils, alternant des hauts et bas d'une année sur l'autre. Cette volatilité s'est transmise aux marchés agricoles européens, désormais moins protégés par la PAC. Ce nouveau contexte a suscité multiples débats sur les causes, conséquences et solutions éventuelles. Des controverses majeures ont porté sur les rôles respectifs des récentes politiques de promotion des biocarburants, de la financiarisation des marchés agricoles. La libéralisation précédente des échanges et des politiques agricoles est aussi souvent accusée d'y contribuer par une diminution des stocks publics.

Là encore, de nombreux travaux macroéconomiques appliqués à l'agriculture ont contribué académiquement à ces débats. En particulier, les cadres théoriques et empiriques ont été élargis pour analyser les politiques de promotion des biocarburants décidées dans les principaux pays (Brésil, Etats-Unis pour l'éthanol, Europe pour le biodiesel). De nombreux résultats de simulation ex ante et d'analyses économétriques des évolutions observées de prix ont abouti à des résultats contrastés sur la responsabilité des biocarburants dans les niveaux et volatilités des cours de matières premières agricoles. Le débat sur l'opportunité des biocarburants s'est ensuite progressivement déplacé sur leur éventuelle contribution environnementale en termes de réduction des gaz à effets de serre. L'effet de la production des biocarburants sur l'affectation des sols reste une question empirique débattue. D'autres travaux ont plus spécifiquement porté sur la spéculation sur les marchés financiers, organisés ou non (futures ou forward markets). Les volumes échangés sur les principales bourses de produits financiers sur matières premières agricoles ont considérablement augmenté au début des années 2000. Là encore, si la corrélation est claire entre la volatilité des prix et la financiarisation, la question de la causalité reste ouverte. Par suite, les débats sur les politiques optimales de gestion des risques et des crises sont toujours présents, au moins académiquement. Les travaux de l'INRA ont particulièrement contribué à l'analyse de l'optimalité éventuelle de politiques de stocks internationaux, qui ont resurgi dans les débats comme dans les années 1970.

Après près de 30 ans de libéralisation progressive des échanges et politiques agricoles, nous assistons depuis quelques années à un mouvement inverse, par exemple en Chine avec des politiques protectionnistes sur les céréales, aux Etats-Unis qui ont arrêté les paiements directs et renforcé les politiques de prix ou encore en Europe avec les incertitudes liées au Brexit. La ratification incertaine d'accords régionaux, comme entre le Canada et l'Europe, participe aussi à ce vent inverse à la libéralisation des échanges. Inévitablement, les sciences économiques seront questionnées sur les conséquences et pertinences de ces récentes décisions. Les cadres d'analyse devront à l'avenir encore s'enrichir pour éclairer des débats publics toujours plus complexes. En particulier, il conviendra d'analyser plus systématiquement les différentes dimensions marchandes et non marchandes (sanitaire, environnementale, qualité, etc.) associées aux échanges et leurs régulations. Par ailleurs, les structures de marché ont fortement évolué, avec la présence d'acteurs internationaux majeurs pouvant remettre en cause les traditionnelles analyses effectuées par pays. Malgré des outils informatiques bien différents de ceux disponibles il y a 30 ans, l'accessibilité aux données pertinentes sera toujours une bataille essentielle à la poursuite d'analyses empiriques de qualité. Les méthodologies devront toujours s'enrichir pour analyser les phénomènes comme les marges intensives et extensives aux échanges. Enfin et surtout, la communauté scientifique doit redoubler d'efforts pour accroître la robustesse statistique de ces analyses, en cherchant à discerner les effets de court, moyen et long terme. Une diffusion pédagogique de ces multiples effets sera très précieuse pour les inévitables futurs débats politiques sur les échanges et politiques agricoles.

Alexandre Gohin
INRA, UMR 1302 SMART-LERECO, F-35011 Rennes, France.
alexandre.gohin@inra.fr

Pour en savoir plus

Carpentier A., Gohin A., Sckokai P. et Thomas A. (2015). Economic modelling of agricultural production: past advances and new challenges. *Revue d'Études en Agriculture et Environnement*, 96(1), 131-165.

Gaigné C., Laroche Dupraz C. et Matthews A. (2015). Thirty years of European research on international trade in food and agricultural products. *Revue d'Études en Agriculture et Environnement*, 96(1), 91-130.

Diffusion au format pdf sur le site : http://www.inra.fr/sae2/publications/iss/index.php

Dépôt légal : 4e trimestre 2017 - ISSN : 1778-4379 - Commission Paritaire n° 0108 B 06817

Composition : JOUVE, 1 rue du Docteur-Sauvé, 53100 Mayenne